

## AU CONSEIL D'ETAT

Après deux grèves massives au mois de mai réunissant pour chacune plus de 10'000 personnes dans la rue et cinq rencontres avec le Conseil d'Etat au cours de l'été, l'Assemblée du Personnel réunie ce mardi 14 septembre 2004:

- **constate** la volonté délibérée du Conseil d'Etat de ne pas négocier en cherchant à imposer son budget d'austérité,
- **prend acte** du refus d'entrer véritablement en matière sur ses revendications,
- **dénonce** la détermination du Conseil d'Etat à présenter pour 2005 un budget plus défavorable encore pour les salariés de la fonction publique et pour les usagers,
- **dénonce** le maintien du Plan Financier Quadriennal (PFQ) qui verrouille toute possibilité de négocier (en bloquant jusqu'en 2007 effectifs, masse salariale et subventions),
- **dénonce** l'inculpation de trois de ses collègues pour fait syndical,
- **dénonce** le maintien du projet de loi déposé par les partis bourgeois de l'Entente pour la suppression du statut et l'introduction du salaire au mérite, projet qui vise le démantèlement de l'Etat et la précarisation totale du personnel public et privé subventionné.

### L'Assemblée du personnel de la fonction publique et du secteur subventionné réunie ce 14 septembre 2004 à Uni-Mail exige:

- en préalable à toute reprise de négociation que le Conseil d'Etat intervienne auprès du Conseil d'Administration des TPG afin qu'il retire sa plainte,
- le retrait du plan financier quadriennal, de GE-pilote et du projet de loi sur le frein à l'endettement,
- un budget 2005 qui se fonde sur :
  - le respect des mécanismes salariaux dans leur totalité,
  - la création de postes répondant aux besoins des services et de la population (au minimum ceux prévus dans le premier projet de budget 2004 et adaptés aux besoins actuels),
  - le respect et l'application de l'accord hospitalier signé en 2002,
  - des augmentations de subventions en réponse aux besoins croissants de la population,
- l'arrêt de toute forme de privatisation et la réintégration des services déjà privatisés au sein de la fonction publique,
- qu'aucune nouvelle retenue salariale ne soit effectuée pour fait de grève.

### Confirme :

- son préavis de grève pour la journée du **23 septembre 2004**.

### Appelle:

- à participer aux actions organisées sur les lieux de travail et à la manifestation de 15 heures à la Place Neuve,
- à tenir une nouvelle assemblée générale après le dépôt du projet de budget 05, mais au plus tard la première semaine d'octobre.

### Affirme:

- sa solidarité avec l'ensemble des Services Publics suisses en lutte ce jour-là et sa participation à la manifestation unitaire prévue dans ce cadre à 17 heures 30.
- sa volonté d'inscrire son action dans un long terme en organisant une semaine d'action et de grèves sectorielles et communes d'ici la fin de l'année.